



CHAPITRE 238

CHAPTER 238

LOI CONCERNANT L'ADOPTION PAR LES CORPORATIONS MUNICIPALES DE CITÉS OU DE VILLES DE TARIFS AFFECTANT CERTAINS VOI- TURIERS PUBLICS

AN ACT RESPECTING THE ADOPTION BY CITY OR TOWN MUNICIPAL CORPORATIONS OF TARIFFS AFFECTING CERTAIN PUBLIC CARRIERS

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des tarifs concernant certains voituriers publics*. S. R. 1925, c. 113B, a. 1; 24 Geo. V, c. 37, a. 1.

1. This act may be cited as *Certain Short Public Carriers Tariffs Act*. R. S. 1925, c. 113B, s. 1; 24 Geo. V, c. 37, s. 1.

Définition:
"Corporation municipale";

2. Dans la présente loi:

1° Les mots "corporation municipale" désignent toute corporation municipale de cité ou de ville, qu'elle soit constituée en corporation en vertu d'une loi générale ou qu'elle le soit par une loi spéciale;

"Voiturier public".

2° Les mots "voiturier public" désignent toute personne, société ou corporation qui possède un ou des taxis au sens du paragraphe 7° de l'article 2 de la Loi des véhicules automobiles (chap. 142), ou un ou des véhicules de promenade au sens du paragraphe 2° de l'article 2 de ladite Loi des véhicules automobiles lorsque ce ou ces véhicules de promenade sont possédés pour fins de louage ou servent au transport de personnes moyennant considération pécuniaire. S. R. 1925, c. 113B, a. 2; 24 Geo. V, c. 37, a. 1.

Pouvoir de fixer un tarif.

3. Toute corporation municipale dont la population au dernier recensement fédéral précédant le 20 avril 1934 était de trente mille âmes ou plus devait, dans les trois mois de ladite date, et toute corporation municipale dont la population audit recensement était inférieure à trente mille âmes, peut établir et mettre en vigueur un

2. In this act:

1. The words "municipal corporation" mean any city or town municipal corporation, whether incorporated under a general or by a special act;

Définition:
"Municipal corporation";

2. The words "public carrier" mean any person, partnership or corporation possessing one or more taxis within the meaning of paragraph 7 of section 2 of the Motor Vehicle Act (Chap. 142), or one or more "pleasure vehicles" within the meaning of paragraph 2 of section 2 of the said Motor Vehicle Act when such pleasure vehicle or vehicles is or are kept for purposes of hire or used for the transportation of persons for a pecuniary consideration. R. S. 1925, c. 113B, s. 2; 24 Geo. V, c. 37, s. 1.

"Public carrier".

3. Every municipal corporation, the population whereof at the last Dominion census prior to April 20th, 1934, was thirty thousand souls or over had to, within three months from the said date and every municipal corporation the population whereof at the said census was under thirty thousand souls may, establish

Fixing of tariff.

tarif du prix de courses que doit exiger un voiturier public, dans le territoire sous la juridiction de la corporation municipale. S. R. 1925, c. 113B, a. 3; 24 Geo. V, c. 37, a. 1.

and put into force a tariff of trip rates which a public carrier must charge in the territory under the jurisdiction of the municipal corporation. R. S. 1925, c. 113B, s. 3; 24 Geo. V, c. 37, s. 1.

Approba-
tion de la
Régie.

4. Tout tarif établi en vertu de la présente loi doit être soumis pour approbation à la Régie des services publics, dans les quinze jours de son adoption.

4. Every tariff established under this act must be submitted for approval to the Public Service Board, within fifteen days after its adoption. Approval
of
Board.

Ordon-
nance.

La Régie peut, par une ordonnance, approuver le tarif soumis ou le modifier en diminuant ou en augmentant le prix des courses déterminé par ce tarif.

The Board may, by an order, approve the tariff as submitted, or amend it by diminishing or increasing the trip rates fixed in such tariff. Order.

Entrée en
vigueur.

Le tarif approuvé par la Régie ou modifié par elle entre en vigueur à compter de la date de l'ordonnance ci-dessus mentionnée. À compter de cette date il est illégal pour un voiturier public de demander ou charger un prix autre que celui déterminé par le tarif approuvé ou modifié par ladite Régie. S. R. 1925, c. 113B, a. 4; 24 Geo. V, c. 37, a. 1; 4 Geo. VI, c. 11, a. 12.

The tariff as approved or amended by the Board shall come into force from the date of the above mentioned order. From and after such date it shall be unlawful for a public carrier to ask or charge a rate other than that fixed by the tariff as approved or amended by the said Board. R. S. 1925, c. 113B, s. 4; 24 Geo. V, c. 37, s. 1; 4 Geo. VI, c. 11, s. 12. Coming
into force.

Modifica-
tions.

5. Tout tarif établi en vertu de la présente loi ne peut être remplacé ou modifié par la corporation municipale autrement qu'en suivant les mêmes procédures que celles déterminées pour son adoption. S. R. 1925, c. 113B, a. 5; 24 Geo. V, c. 37, a. 1.

5. No tariff established under this act shall be replaced or amended by the municipal corporation otherwise than by following the same procedure as that determined for its adoption. R. S. 1925, c. 113B, s. 5; 24 Geo. V, c. 37, s. 1. Amend-
ments.

Approba-
tion des
tarifs
existants.

6. Toute corporation municipale qui, en vertu de la loi qui la régit, a, avant le 20 avril 1934, établi un tarif affectant un voiturier public devait, dans les trois mois de la date mentionnée au présent article, soumettre, pour approbation, à la Régie des services publics, ledit tarif s'il est encore en vigueur à cette date.

6. Every municipal corporation, which, under the law governing it, had, prior to the 20th of April, 1934, established a tariff affecting a public carrier, had to submit, within the three months from the date mentioned in this section, the said tariff, if still in force on that date, to the Public Service Board for approval. Approval
of tariffs
in force.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Les dispositions des articles 4 et 5 ci-dessus s'appliquent à tout tarif soumis à cette Régie en vertu du présent article. S. R. 1925, c. 113B, a. 6; 24 Geo. V, c. 37, a. 1; 4 Geo. VI, c. 11, a. 12.

The provisions of the above sections 4 and 5 shall apply to every tariff submitted to the Board under this section. R. S. 1925, c. 113B, s. 6; 24 Geo. V, c. 37, s. 1; 4 Geo. VI, c. 11, s. 12. Provi-
sions ap-
plicable.

Excep-
tion.

7. Une corporation municipale, dont la population audit dernier recensement fédéral était de trente mille âmes ou plus, qui s'est conformée aux dispositions de l'article 6, n'est pas tenue à l'obligation qui lui est imposée par l'article 3. S. R. 1925, c. 113B, a. 7; 24 Geo. V, c. 37, a. 1.

7. Any municipal corporation, the population whereof at the said last Dominion census was thirty thousand souls or more, which complied with the provisions of section 6, shall not be held to the obligation imposed upon it by section 3. R. S. 1925, c. 113B, s. 7; 24 Geo. V, c. 37, s. 1. Exclu-
sions.

Infraction.

8. Tout voiturier public qui demande ou charge, pour une course, un prix autre que celui déterminé par le tarif en vigueur, ou toute personne qui refuse de payer à un voiturier public le prix déterminé par le tarif, commet une infraction à la présente loi et est passible, en sus des frais, d'une amende n'excédant pas dix dollars, qui appartiendra à la corporation municipale. S. R. 1925, c. 113B, a. 8; 24 Geo. V, c. 37, a. 1.

Tarif fixé par la Régie.

9. À défaut par la corporation municipale d'établir un tarif, dans ledit délai de trois mois, la Régie des services publics, sur demande de toute partie intéressée, peut fixer un tarif, après avis donné à la corporation municipale intéressée. S. R. 1925, c. 113B, a. 9; 24 Geo. V, c. 37, a. 1; 4 Geo. VI, c. 11, a. 12.

Offences.

8. Any public carrier who asks for or charges, for a trip, a rate other than that fixed by the tariff in force, or any person who refuses to pay a public carrier the rate fixed by the tariff, shall commit an offence against this act and shall be liable, in addition to the costs, to a fine not exceeding ten dollars which shall belong to the municipal corporation. R. S. 1925, c. 113B, s. 8; 24 Geo. V, c. 37, s. 1.

Fixing of tariff by Board.

9. Failing the establishing of a tariff by the municipal corporation, within the said delay of three months, the Public Service Board, upon the application of any interested party, may fix a tariff, after notice given to the municipal corporation concerned. R. S. 1925, c. 113B, s. 9; 24 Geo. V, c. 37, s. 1; 4 Geo. VI, c. 11, s. 12.